

Consultation œcuménique : dans le sillage de Vatican II

par Pierre-Olivier BRESSOUD,* Fribourg

Le «Message des Eglises sur l'avenir social et économique de la Suisse», est le fruit d'une consultation œcuménique. Remis officiellement aux autorités fédérales et aux partenaires sociaux le 1^{er} septembre, il est l'aboutissement d'une démarche peu banale qui reflète une conception de l'Eglise dans la ligne de Vatican II.

Bien que déjà éloigné dans le temps, le concile Vatican II constitue une source trop souvent ignorée ou délaissée, à laquelle l'Eglise catholique contemporaine doit constamment puiser pour permettre au message évangélique de porter tous ses fruits dans le monde contemporain. Il ne semble pas abusif de dire que la *Consultation œcuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse* s'inscrit avec bonheur dans une vision d'Eglise telle qu'envisagée par le concile Vatican II. Le fil rouge de cet article sera tout simplement constitué d'une analyse des mots ou expressions contenus dans le titre de la consultation. Ces termes sont en effet lourds de sens et expriment à eux seuls une démarche théologique qu'il vaut la peine de repérer et de valoriser.

Consultation...

Voilà bien un mot intéressant. En effet, qui dit consultation dit, par le fait même, besoin de consulter, donc nécessité de se renseigner sur l'état de la situation. En d'autres termes, en lançant une consultation, les Eglises catholique et protestantes

de Suisse disent leur besoin de «prendre la température» du pays, de vérifier si ce qu'elles imaginent et perçoivent de la situation actuelle correspond à la réalité. Elles expriment leur désir de prendre le pouls de notre pays et de se mettre à l'écoute de la vie profonde qui y bat.

Consultation dit également dialogue, tentative d'engager la discussion avec son interlocuteur, désir d'entrer en relation avec lui. C'est bien cette orientation générale que traduit l'introduction à la *Base de discussion* :¹ «Nous souhaitons chercher, avec la population toute entière, des réponses à des questions essentielles pour l'avenir. Nous vous invitons tous, hommes et femmes, institutions et organisations du pays, à participer à notre consultation.» «Donner la parole et écouter», disait quant à lui le *Rapport du Groupe de préparation* de la consultation.²

C'est précisément cette attitude que le concile Vatican II s'est efforcé de promouvoir. Tournant le dos au passé, et par conséquent à l'attitude négative à l'égard du

* L'auteur est engagé par l'Eglise de Fribourg dans le Dicastère formation et ressources en pastorale.

monde moderne qui avait prévalu jusque-là, les Pères du concile ont clairement exprimé leur désir d'engager le dialogue avec leur contemporains (p. ex. *Gaudium et Spes* 3,2), assurés qu'ils étaient que l'exercice serait enrichissant pour tous. En effet, l'Eglise de Vatican II est une Eglise qui prend conscience de l'apport que le monde moderne peut fournir à sa compréhension de Dieu, du monde et de l'homme (Id. 44) : l'Esprit de Dieu souffle où il veut et il serait bien étonnant que les réalisations de notre époque ne portent pas elles aussi la marque de cet Esprit.

Révolutionnaire pour l'époque, cette prise de conscience d'une nécessaire ouverture au monde et à ses richesses devait porter beaucoup de fruits. S'approcher de l'autre en espérant apprendre de lui, poser un regard bienveillant, quoique critique, sur le monde qui nous entoure, se mettre en route ensemble afin de chercher de meilleures façons de vivre : comment ne pas progresser en faisant siennes, profondément, de telles attitudes ? C'est précisément à ce genre de collaboration et de recherche commune que se sont engagées les Eglises de Suisse en lançant ce vaste processus consultatif.

Le terme de consultation renvoie également à la notion de signes des temps et à la théologie qui s'y rattache, toutes deux si chères au concile. Pour les Pères du concile, «l'Eglise a le devoir, à tout moment, de scruter les signes des temps et de les interpréter, à la lumière de l'Evangile, de telle sorte qu'elle puisse répondre, de manière adaptée à chaque génération, aux questions éternelles des hommes sur le sens de la vie présente et future et sur leurs relations réciproques» (Id. 4,1). Difficile à saisir pour le non-initié, cette formule revient en quelque sorte à donner une reconnaissance officielle à la méthodologie et à la théologie du *Voir, juger, agir*, que les mouvements d'Action catholique avaient développées avant le concile déjà.

Or, dans sa première étape, la Consultation œcuménique s'est précisément efforcée, en donnant la parole aux habitants de ce pays, de *voir* la situation contemporaine ou, si l'on veut parler avec le concile, de «scruter les signes des temps», donc de mieux connaître et comprendre le monde dans lequel nous vivons. Comment en effet se positionner comme chrétien («juger ou interpréter à la lumière de l'Evangile»), puis proposer des pistes d'action

FORMATION CHRÉTIENNE 2001-2002

- *Pour lire la Bible*
Introduction au monde et aux langages bibliques
23 octobre 01 - 18 juin 02
- *Guérisons, exorcismes, réanimation... Peut-on y croire ?*
29 janvier - 28 mai 02
avec JEAN-BERNARD LIVIO S.J.
- *Pour lire la Bible*
La Lettre aux Hébreux
2 octobre 01 - 15 janvier 02
- *Les récits de la Passion et de la Résurrection selon Jean*
19 février - 21 mai 02
avec JOSEPH HUG S.J.
- *Pour connaître l'histoire du christianisme, naissance et jeunesse d'un nouveau peuple*
25 septembre - 11 décembre 01
avec ATTILA JAKAB, HISTORIEN

Ces cours ont lieu les mardis, au Centre St-Boniface, (Genève), de 20h15 à 22h.

Renseignements et inscriptions :
Secrétariat du Département de la formation du Vicariat épiscopal

☎ 022 / 319 43 43, fax 022 / 319 43 53.

(«agir ou répondre, de manière adaptée à chaque génération, aux questions éternelles des hommes sur le sens de la vie présente et future et sur leurs relations réciproques») sans cette connaissance profonde du milieu auquel la Parole de Dieu doit être transmise ? On peut donc dire que le *Rapport d'évaluation des réponses* a constitué l'aboutissement de la première étape, souhaitée tant par le concile que par les initiateurs de la consultation, de toute démarche théologique qui se veut en prise avec la réalité, puisque ce texte s'est efforcé de donner un reflet aussi fidèle que possible de la façon dont les personnes qui ont pris la peine de répondre à l'invitation des Eglises voient la situation actuelle.

Sous cet éclairage, le *Message des Eglises sur l'avenir social et économique de la Suisse* apparaît comme la continuation logique du processus engagé : porteuses d'une compréhension approfondie de la société suisse contemporaine, les Eglises sont appelées, dans un premier temps, à interpréter ces résultats pour y discerner ce qui leur semble correspondre au Royaume de Dieu et ce qui s'y oppose puis, dans un second temps, à proposer des pistes d'action et à soutenir des projets en accord avec le message évangélique.

...œcuménique...

Le second terme du titre de la consultation mérite lui aussi que l'on s'y arrête. Il n'est en effet pas courant que les Eglises unissent leurs forces pour la réalisation d'un projet d'envergure nationale. Les Eglises catholique et protestantes collaborent certes dans toute une série de commissions depuis le concile, et l'œcuménisme connaît des formes de concrétisation multiples dans notre pays. Néanmoins, la Consultation œcuménique représente pour la Suisse le premier pro-

jet de ce type lancé conjointement par des grandes Eglises nationales.

Cette collaboration constitue évidemment un fruit du concile. Encore condamné par la hiérarchie catholique au début de ce siècle (cf. l'encyclique *Mortalium animos* de Pie XI), l'œcuménisme allait faire une percée décisive au concile Vatican II, permettant à l'Eglise catholique de se joindre au vaste mouvement d'unification des Eglises chrétiennes, déjà fermement engagé par les confessions non catholiques (cf. la création du Conseil œcuménique des Eglises en 1948).

L'œcuménisme se réalise à un double niveau dans la consultation. Au sommet tout d'abord, puisque le processus fut initié conjointement par la Conférence des évêques suisses et par la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse. A la base ensuite, puisque l'invitation à se prononcer sur l'avenir social et économique de la Suisse fut lancée à tous. Les résultats enregistrés à ce niveau sont plutôt réjouissants : «13 % des personnes et des groupes qui ont répondu sont protestants, 29 % catholiques romains, 19 % "chrétiens" (dont un groupe d'orthodoxes, ce qui nous réjouit, les presque 3/4 clairement œcuméniques, les autres étant "chrétiens" sans qu'il soit possible de spécifier davantage) et 39 % sans indication».³ Ce sont donc des représentants de toutes les traditions chrétiennes vivant en Suisse qui se sont prononcés. Cette prise de position fut parfois commune, puisque des petits groupes de réflexion ont, pour partie d'entre eux, fonctionné de façon œcuménique dans l'élaboration de leur réponse.

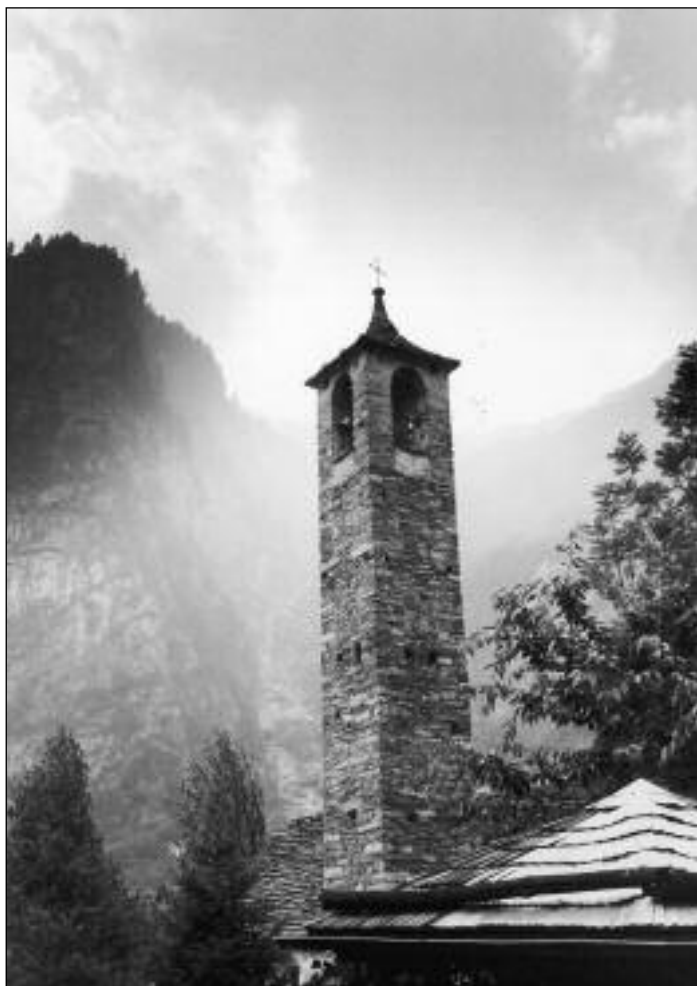
Comment ne pas y voir un signe d'encouragement à poursuivre l'engagement œcuménique à tous niveaux, la prise de parole commune entre hommes et femmes, catholiques, protestants et membres d'autres confessions chrétiennes, mais aussi clercs, laïcs et religieux, apparaissant de façon ultime comme une concrétisation de la

théologie du Peuple de Dieu développée par le concile ?

Pour rendre pleinement justice aux initiateurs de la consultation, il faudrait ajouter que « toute personne ou groupe » vivant dans ce pays était invité/e à donner son avis. Et de fait, des personnes sans affiliation religieuse ou appartenant à d'autres traditions religieuses ont, elles aussi, participé à la consultation. Est-il abusif de reconnaître également dans ce souci de s'adresser à tout homme (cf. *Lumen Gentium* 1), auquel on reconnaît, pour peu qu'il soit de bonne volonté, une capacité de discernement de la volonté divine, une trace du dynamisme conciliaire ? L'Esprit de Dieu habite le cœur de tout homme puisque c'est tout homme que le Père veut sauver : c'est cette théologie qui se trouve en arrière-fond de la Consultation œcuménique, et cela même si tous les groupes ou sensibilités présents dans notre pays n'ont pas répondu à l'appel des Eglises.⁴

...sur l'avenir social et économique de la Suisse

En prenant l'initiative de la consultation, les Eglises ont postulé de façon implicite qu'elles avaient quelque chose à dire sur l'avenir social et économique du pays. Cette vision de la nature et de la mission des Eglises, bien que majoritaire, ne va pas forcément de soi, ainsi qu'en témoigne le *Rapport d'évaluation des réponses*.⁵ Interrogées sur leur conception de la mission de



L'Eglise doit-elle se tenir au-dessus des questions sociales ?

l'Eglise, les personnes qui ont pris la peine de répondre ne font guère preuve d'unanimité. Bien que les auteurs du rapport en distinguent davantage, il me semble que l'on peut discerner deux positions fondamentales à ce sujet.

Selon la première, l'Eglise doit se concentrer exclusivement sur sa mission religieuse (prédication, enseignement religieux, rituels), sans souci particulier de la marche de la société. La seconde conception reconnaît la primauté de la mission religieuse de l'Eglise, tout en insistant sur le fait que, de cette mission religieuse, découle

pour l'Eglise une mission sociale, celle de faire advenir le Royaume de Dieu dans toutes les dimensions de la vie humaine.

En privilégiant la deuxième conception,⁶ les auteurs de la Consultation œcuménique viennent se couler dans la grande veine conciliaire selon laquelle l'Eglise est appelée à jouer un rôle *dans* le monde de ce temps. C'est là l'intuition fondamentale de *Gaudium et Spes*, au titre si significatif de *Constitution pastorale sur l'Eglise dans le monde de ce temps*. L'Eglise ne peut se désintéresser de ce monde car le Dieu dont elle témoigne, s'il en est le Sauveur, en constitue également le Créateur. La mission salvifique de l'Eglise ne peut donc qu'englober la Création dans son ensemble, dimensions sociales, politiques, économiques et culturelles comprises.

Cette prise de position des Eglises apparaît comme très importante dans une société marquée par l'émergence de l'individu et de ses revendications : elle rappelle la dimension communautaire de l'existence humaine et la nécessaire prise en compte du bien commun pour la construction d'un corps social sain ; elle souligne également l'insuffisance d'une religiosité qui se cantonnerait dans la quête individuelle du salut au détriment d'un engagement au service des luttes et des espoirs des hommes.

Certes, l'Eglise n'a pas à régir les domaines social, politique, économique et culturel, mais à leur apporter le ferment d'humanisation qu'elle croit posséder. Comment le pourra-t-elle dans nos sociétés démocratiques et pluralistes ? En entrant en dialogue avec le monde qui l'entoure (cf. *Base de discussion* et *Rapport d'évaluation des réponses*) et en prenant sa place dans le débat où elle tâchera de faire entendre sa propre voix (cf. *Message des Eglises sur l'avenir social et économique de la Suisse*).

Il est tout à fait significatif que la Consultation œcuménique se soit engagée très explicitement dans cette direction.⁷ Tout en

reconnaissant au monde politique et socio-économique une autonomie certaine (c'était là la position conciliaire), l'Eglise cherche, selon les règles du jeu démocratique, à faire entendre sa propre voix et à enrichir le débat public avec la lumière apportée par la Révélation.

Bien que faisant dorénavant partie d'un monde où elle n'est plus la seule pourvoyeuse de sens, de croyances et de repères éthiques (d'autres groupes ou mouvements religieux réclament légitimement leur voix au chapitre), l'Eglise, ou plutôt les Eglises, peuvent continuer de jouer un rôle significatif dans la société contemporaine.

Le Message sur l'avenir social et économique de la Suisse vient à point nommé, dans la grande ligne du dynamisme conciliaire, indiquer une présence au monde des Eglises pertinente et adaptée aux défis du temps.

P.-O. B.

¹ **Conférence des évêques suisses (CES) / Fédération des Eglises protestantes de la Suisse (FEPS)**, *Consultation sur l'avenir social et économique de la Suisse. Quel avenir voulons-nous ? Base de discussion*, Berne et Fribourg, 18 janvier 1998 (dorénavant *Base de discussion*).

² **Peter Hans-Balz, Huot Jean-Claude**, *Rapport et proposition du Groupe de préparation d'une lettre / d'une consultation œcuménique des Eglises*, Berne, 24 juillet 1996.

³ **Conférence des évêques suisses (CES) / Fédération des Eglises protestantes de la Suisse (FEPS)**, *Consultation sur l'avenir social et économique de la Suisse. Quel avenir voulons-nous ? Rapport d'évaluation des réponses*, Berne et Fribourg, septembre 2000, p. 18 (dorénavant *Rapport d'évaluation*).

⁴ Cf. *Rapport d'évaluation*, p. 10.

⁵ pp. 132-138.

⁶ Cf. *Base de discussion*, pp. 15-16.

⁷ Idem.